

[Publications](#)[► Programmes](#)[Statistiques](#)

Arts et lettres

Agrément des éditeurs

Mise à jour : juin 2005

Description

Les personnes faisant commerce dans le domaine de l'édition doivent être titulaires d'un agrément émis par le ministère de la Culture et des Communications si elles désirent se rendre admissibles aux programmes d'aide financière du gouvernement du Québec.

Conditions

- être citoyen canadien et domicilié au Québec;
- avoir publié au moins cinq titres d'auteurs québécois (trois auteurs différents au moins) au cours de l'année qui précède la demande, ou posséder un inventaire d'au moins quinze titres d'auteurs québécois;
- dans le cas d'une maison d'édition d'art, avoir publié trois titres d'auteurs québécois (deux auteurs différents au moins) au cours de l'année qui précède la demande, ou posséder un inventaire d'au moins cinq titres d'auteurs québécois;
- pour une maison existant depuis moins de trois ans, avoir publié cinq titres d'auteurs québécois (trois auteurs québécois au moins) au cours de l'année qui précède la demande, ou posséder un inventaire d'au moins huit titres d'auteurs québécois.

Démarches / Formulaire

Remplir le formulaire Demande d'agrément. L'expédier au Ministère à l'adresse indiquée ci-dessous. Celui-ci se chargera d'en faire une analyse technique qui sera ensuite transmise au [Conseil consultatif de la lecture et du livre](#). Sur avis favorable du C.C.L.L. et sur décision de la ministre, un certificat d'agrément vous sera expédié.

Ministère de la Culture et des Communications

Direction de la coordination et du soutien à la gestion des programmes

225, Grande Allée Est, Bloc C, RC

Québec (Québec) G1R 5G5

Téléphone : (418) 380-2304 poste 7079

Télécopieur : (418) 380-2324

Michel.Giroux@mcc.gouv.qc.ca

Pour en savoir davantage

- [Liste des éditeurs agréés](#)
- [Loi sur le développement des entreprises Québécoises](#)

dans le domaine du livre

- o [Texte de loi et règlements](#)
- o [Résumé des mesures](#), dépliant  (1589 ko)
- o [Acheter dans une librairie agréée : un geste responsable](#)

Formulaires

| Titre des formulaires | Format Word 6.0 IBM | Format PDF |
|---|--|--|
| Demande d'agrément d'un éditeur | demande-editeur.dot 301 ko | editeur.pdf 556 ko |
| Rapport annuel du titulaire d'un agrément d'éditeur ● Feuilles additionnelles au besoin | rapport-editeur.dot 198 ko | rediteur.pdf 390 ko editeur_annexe_1.pdf 130 ko |
| Télécharger la version Acrobat Reader 7.0 et plus pour le format PDF. Formulaire électronique : remplir à l'écran, imprimer, signer et poster. | | |



Québec 

© [Gouvernement du Québec, NaN](#)

Éditeurs

Pour être agréé, l'éditeur doit satisfaire à certaines exigences relatives au nombre de titres publiés et au paiement des redevances aux auteurs. Ces exigences sont précisées dans le *Règlement sur l'agrément des éditeurs*. De façon générale, l'éditeur doit :

- avoir son siège social ou sa principale place d'affaires au Québec;
- être à jour dans le paiement des redevances aux auteurs;
- avoir publié au moins cinq titres d'au moins trois auteurs québécois différents au cours de l'année précédant la demande d'agrément, ou avoir un stock d'au moins 15 titres d'au moins trois auteurs québécois différents.*

Distributeurs

Pour être agréé, le distributeur doit satisfaire à certaines exigences relatives à la qualité de ses services et au prix des livres qui doit respecter les remises et tables en vigueur. Ces exigences sont précisées dans le *Règlement sur l'agrément des distributeurs et le mode de calcul du prix de vente*. De façon générale, le distributeur doit :

- avoir son siège social ou sa principale place d'affaires au Québec;
- approvisionner les librairies agréées;
- distribuer des livres d'auteurs québécois;
- fournir aux librairies agréées et aux points de vente des services de représentation et de rotation des stocks;
- donner suite dans un délai raisonnable à toute commande de livre dont il assure la distribution exclusive;
- fournir des services d'entreposage des stocks et d'information sur les titres distribués;
- respecter les remises et tables en vigueur.

Libraires

Pour être agréé, le libraire doit satisfaire à certaines exigences relatives à la nature des stocks et à la qualité des services offerts. Ces exigences sont précisées dans le *Règlement sur l'agrément des libraires*. De façon générale, le libraire agréé doit :

- avoir son siège social ou sa principale place d'affaires au Québec;
- détenir 6 000 titres en stock (2 000 titres québécois et 4 000 titres étrangers) et des quantités minimales de livres dans chaque catégorie d'ouvrages;
- recevoir les **offices** d'au moins 25 éditeurs agréés et garder leurs titres en **étalage** au moins 4 mois;

* Ces quantités varient selon qu'il s'agit d'une maison d'édition d'art ou d'une maison existant depuis moins de 3 ans.

- exploiter un établissement commercial facilement accessible de la voie publique, comportant une aire de vente et d'étalage réservée aux livres;
- garder sa librairie ouverte toute l'année;
- posséder en tout temps l'*équipement* bibliographique exigible en vertu du règlement.

Le libraire agréé doit satisfaire à certains critères de vente particuliers, variant selon la taille de la municipalité où est situé son commerce :

- si l'établissement est situé dans une municipalité de plus de 10 000 habitants, la vente de livres doit représenter au moins 50 % de son chiffre d'affaires total ou s'élever au moins à 300 000 \$;
- si l'établissement est situé dans une municipalité de 10 000 habitants ou moins, la vente de livres doit représenter au moins 50 % de son chiffre d'affaires total ou s'élever au moins à 150 000 \$.

La Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre et les règlements sont en vente dans les librairies des Publications du Québec et dans celles qui diffusent les Publications du Québec.

La liste des entreprises agréées peut être consultée dans le site du ministère de la Culture et des Communications à l'adresse suivante : <http://www.mcc.gouv.qc.ca>

Pour plus de renseignements :

Michel Giroux
Ministère de la Culture et des Communications
225, Grande Allée Est
Bloc B, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5G5
Tél. : (418) 380-2304 poste 7079
Télec. : (418) 380-2324
Courriel : Michel.Giroux@mcc.gouv.qc.ca

LOI SUR LE
DÉVELOPPEMENT
DES ENTREPRISES
QUÉBÉCOISES
DANS LE DOMAINE
DU LIVRE

RÉSUMÉ
DES MESURES



Gouvernement du Québec
Ministère de la Culture
et des Communications

Québec

L'adoption récente de la Politique de la lecture et du livre a été l'occasion de faire le point sur la situation du livre au Québec et d'explorer de nouvelles voies afin de mieux répondre aux besoins d'une industrie en pleine transformation. Dans la foulée des interventions découlant de cette politique, le rappel des mécanismes fondamentaux de la *Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre* qui, depuis 1981, encadre le développement de l'industrie du livre au Québec, veut attirer l'attention des intervenants de cette industrie sur l'importance de la loi pour la survie du livre au Québec.

Q: Que fait la loi?

R: La loi régleme les pratiques commerciales de tous les intervenants de la chaîne du livre, de façon à assurer à chacun une part la plus équitable possible des revenus tirés du commerce du livre.

Q: Quels sont ses objectifs?

R: Essentiellement, la loi poursuit deux objectifs :

Augmenter l'accessibilité territoriale et économique du livre :

territoriale : par l'implantation d'un réseau de librairies dans toutes les régions du Québec;

économique : par une stabilisation ou une augmentation modérée du prix du livre.

Développer une infrastructure industrielle et commerciale concurrentielle dans le domaine du livre.

Q: Comment peut-on atteindre ces objectifs?

R: Par le moyen d'un mécanisme précis sollicitant tous les partenaires de la chaîne du livre – éditeurs, distributeurs, libraires, acheteurs institutionnels – et faisant alterner pour chacun d'eux obligations et compensations.

Q: Comment fonctionne ce mécanisme?

R: Pour assurer la viabilité et le maintien du réseau des librairies agréées, la loi demande :

- aux distributeurs (et aux éditeurs) d'accorder aux libraires agréés une **remise minimale de 40 %** (une remise de 30 % n'est permise que pour certaines catégories d'ouvrages déterminées par règlement);

- aux acheteurs institutionnels (écoles et bibliothèques, entre autres) d'acheter leurs livres au prix courant dans les librairies agréées de leur région.

En retour :

- la loi donne aux éditeurs agréés accès à des **subventions** pour maintenir le livre québécois à un prix abordable et permettre aux éditeurs d'être concurrentiels;
- la loi demande aux libraires agréés de satisfaire à certaines exigences relatives à la **nature des stocks** et à la **qualité des services** offerts.
- la loi donne aux institutions accès à des **subventions** pour l'acquisition de livres et leur garantit pour ces livres un **prix acceptable** :
 - en subventionnant les éditeurs québécois pour freiner la hausse du prix du *livre québécois* et
 - en fixant des *tablettes* pour le *livre importé* : la tablette est un coefficient multiplicateur qui permet de déterminer – d'après les taux de conversion publiés par la Banque de Montréal – le *prix de vente maximal* d'un livre en dollars canadiens à partir du prix de détail en monnaie étrangère inscrit au catalogue de l'éditeur.

Q: Comment la loi définit-elle le livre?

R: Au sens de la loi, un livre est une publication imprimée non périodique comptant au moins 48 pages de textes ou d'illustrations ou les deux, assemblées par quelque procédé que ce soit. Le nombre de pages peut varier selon le type d'ouvrage : recueil de poésie (32 pages), ouvrage destiné aux enfants (16 pages), bande dessinée (16 pages), etc.

Q: Tous les livres sont-ils assujettis à la loi?

R: **NON. Le manuel scolaire n'est pas assujetti à la loi.** Le manuel scolaire ne désigne cependant que les ouvrages servant à l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire et répondant à la définition suivante :

Tout document imprimé conçu pour atteindre les objectifs des programmes d'études de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire, incluant le matériel complémentaire, les cahiers d'exercices ainsi que les dictionnaires usuels utilisés pour ces niveaux d'enseignement.

Note : Un ouvrage non conçu comme ouvrage didactique mais utilisé en classe (un roman, par exemple) n'est pas considéré comme un manuel scolaire.

Q: À quelles catégories d'ouvrages s'applique la remise de 40 %?

R: À toutes les catégories d'ouvrages, sauf les dictionnaires, les encyclopédies, les livres de droit ou de médecine et les ouvrages didactiques destinés à l'enseignement post-secondaire. **Pour tous les autres ouvrages, la remise est de 40 %.**

Q: Qui est assujetti à la loi?

R: Tous les intervenants de la chaîne du livre :

- éditeurs,
- distributeurs,
- libraires,
- acheteurs institutionnels :
 - ministères, organismes ou mandataires du gouvernement,
 - municipalités, municipalités régionales de comté, communautés urbaines,
 - commissions scolaires,
 - cégeps et collèges privés,
 - bibliothèques publiques et centres régionaux de services aux bibliothèques publiques (CRSBP),
 - établissements visés par la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* ou par la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour autochtones cris et inuits*.

Q: Qui est admissible à l'aide financière du gouvernement?

R: Seuls les éditeurs, les distributeurs et les libraires *agréés* ou *admissibles à l'agrément* peuvent recevoir l'aide financière du gouvernement du Québec, conformément aux programmes en vigueur.

Q: Quelles sont les conditions de l'agrément?

R: Les conditions d'admissibilité varient selon qu'il s'agit d'un éditeur, d'un distributeur ou d'un libraire, sauf celle de la **propriété québécoise à 100 %** qui est commune aux trois.

CONFIDENTIEL

**LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES
QUÉBÉCOISES DANS LE DOMAINE DU LIVRE**

(L.R.Q., D-8.1)

DEMANDE D'AGRÉMENT D'UN ÉDITEUR

**Règlements adoptés en vertu de la Loi
sur le développement des entreprises
québécoises dans le domaine du livre**

(D-8.1, r.1 à r.5)

CONFIDENTIALITÉ

La confidentialité des renseignements obtenus par le ministre dans l'application et l'exécution de la présente loi est garantie aux termes des articles 23 et 24 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. (L. R. Q., chapitre A-2.1)

23. «Un organisme public ne peut communiquer le secret industriel d'un tiers ou un renseignement industriel, financier, commercial, scientifique, technique ou syndical de nature confidentielle fourni par un tiers et habituellement traité par un tiers de façon confidentielle, sans son consentement.»

24. «Un organisme public ne peut communiquer un renseignement fourni par un tiers lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à ce tiers, de procurer un avantage appréciable à une autre personne ou de nuire, de façon substantielle, à la compétitivité de ce tiers, sans son consentement.»

DEMANDE D'AGRÉMENT D'UN ÉDITEUR

(Loi, articles 1, 15, 16.1 à 16.6, 17)

Demande d'agrément en vertu de la «*Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre.*»

Le demandeur fera parvenir l'original de la demande d'agrément au Ministère, pour chaque établissement, **sous pli recommandé.**

Prière de se conformer à la loi précitée et au Règlement n° 3 sur l'agrément des distributeurs au Québec et le mode de calcul du prix de vente (c. D-8.1, r.3).

Répondre à chacune des questions qui suivent. Si l'une ou l'autre d'entre elles ne s'applique pas à votre cas, veuillez l'indiquer.

*Loi, art. 16.3
Règl. 3
art. 2,1*

NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR

(dénomination sociale exacte et complète)

NOM _____

ADRESSE (du siège social ou du principal établissement)

CODE POSTAL : _____ N° DE TÉLÉPHONE : () _____

FAX : () _____ ADRESSE EMAIL : _____

NOM ET TITRE DE LA
PERSONNE À QUI LE
MINISTÈRE DOIT S'ADRESSER :

ADRESSE DE CETTE PERSONNE :
(si elle diffère du siège social ou du
principal établissement)

CODE POSTAL : _____

N° DE TÉLÉPHONE : () _____

Loi, art. 1,3

LE DEMANDEUR EST-IL UN ÉDITEUR AU SENS DE LA LOI?

Oui

Non

MODE DE CONSTITUTION DU DEMANDEUR

Loi, art. 16.1

Corporation à but lucratif selon les lois

du Canada

du Québec

le _____
(date)

Loi, art.16.2
16.3

Corporation à but lucratif dont les actions de son fonds social sont cotées à une bourse canadienne et dont le principal établissement est situé au Québec

Loi, art.16.4

Corporation sans but lucratif selon les lois

du Canada

du Québec

le _____
(date)

Règl. 3, art.2,2

Société en nom collectif selon les lois du _____
fondée le (date) _____ et enregistrée
auprès du protonotaire de la Cour supérieure

Loi, art. 16

Entreprise à propriétaire unique fondée le

_____ et enregistrée
(date)

auprès de _____

Règl. 3,art. 2,3

Coopérative fondée selon les lois du _____
fondée le _____
(date)

Règl. 3,art. 2,3

Caisse d'épargne et de crédit selon les lois du _____
fondée le _____
(date)

DÉCLARATION DU DEMANDEUR

Loi, art. 19 a) Le demandeur a-t-il, au cours des cinq dernières années, fait l'objet d'une cession de biens, d'une proposition ou d'un jugement de faillite, à titre personnel, d'actionnaire majoritaire, de dirigeant ou d'administrateur d'une corporation ou d'une société?

Oui

Non

Si oui, quand et à quel titre?

Loi, art. 19 b) Le demandeur a-t-il été déclaré coupable, au cours des trois dernières années, d'un acte criminel punissable par voie de mise en accusation?

Oui

Non

Règl. 2, art. 6,5 Le demandeur est-il en conflit d'intérêt dans ses relations avec une institution (ou organisme mentionné à la loi), ses administrateurs, ses mandataires ou ses représentants?

Oui

Non

PROPRIÉTÉ DU DEMANDEUR

Loi, art. 15

1. Le demandeur exerce-t-il ses activités d'éditeur pour :

- son propre compte Oui Non

- le compte d'une autre personne admissible à l'agrément

Oui Non

Si oui, indiquer les nom, adresse et citoyenneté de cette personne.

- le compte d'une autre personne non admissible à l'agrément

Oui Non

Si oui, indiquer les nom, adresse et citoyenneté de cette personne.

Loi, art. 16

2. Si le demandeur est une personne physique, mentionner sa citoyenneté.

3. Si le demandeur est une corporation à fonds social, mentionner :
- a) à l'annexe 1, les nom, adresse et citoyenneté des actionnaires de la corporation, la nature et la valeur des titres dont ils sont propriétaires (actions ordinaires, actions privilégiées) ;
 - b) à l'annexe 2, les nom, adresse et citoyenneté des administrateurs de la corporation ;
 - c) à l'annexe 3, les nom, adresse et citoyenneté des dirigeants de la corporation, s'il s'agit de personnes autres que les administrateurs.
4. Si le demandeur est une corporation sans fonds social, mentionner, aux annexes 1, 2 et 3, les nom, adresse et citoyenneté des membres.

CONTRÔLE (Loi, articles 1 a), b), c), 15, 16, 16.1 à 16.6 et 22) (Règl.3, art. 2, 4)

Le demandeur, en plus de répondre aux questions suivantes, doit certifier et attester, à l'aide des documents pertinents, les renseignements donnés.

1. Le demandeur a-t-il en circulation, des titres de créances autres que ceux visés dans l'annexe 1 (débentures, obligations, et autres titres) ou est-il débiteur de dettes qui modifient le contrôle effectif de son entreprise?

Oui

Non

Si oui, quels sont ces titres et quels sont les nom, adresse et citoyenneté des personnes qui contrôlent ou qui sont propriétaires de ces titres ou dettes et leur valeur (voir l'annexe 1-A).

2. Le demandeur est-il lié avec d'autres personnes ou a-t-il conclu avec ces personnes des conventions donnant à ces personnes, le contrôle administratif ou un pouvoir de décision sur les activités du demandeur?

Oui

Non

Si oui, indiquer la nature de ces conventions et les parties en cause.

RENSEIGNEMENTS À PRODUIRE

*Règl. 3
art. 2,7*

1. Les états financiers du dernier exercice et, s'il y a lieu, les états financiers consolidés ou un autre document officiel certifié conforme par un vérificateur, qui comporte au moins les informations requises par le règlement.

pièce jointe : états financiers pour l'exercice
terminé au : _____

*Règl. 3
art. 2,8*

2. S'il y a lieu, indiquer les maisons d'édition que le demandeur distribue en exclusivité :

*Règl. 3
art. 2,6
art. 5*

3. Attester, au moyen de la formule reproduite à l'annexe 4 et signée par le vérificateur du demandeur que celui-ci est à jour dans l'acquittement des droits dus aux auteurs de livres qu'il a publiés.

*Règl. 3
art.2, 5 a)
b) et c)*

4. Indiquer le nombre de titres d'auteurs québécois, à l'exception des titres publiés à compte d'auteur et des documents officiels d'un gouvernement ou d'une organisation internationale, publiés par le demandeur au cours du dernier exercice financier:

(Nombre de titres)

et le nombre de titres d'auteurs québécois, à l'exception des titres publiés à compte d'auteur et des documents officiels d'un gouvernement ou d'une organisation internationale, possédés en inventaire par le demandeur.

(Nombre de titres)

*Règl. 3
art. 2,5 a)
b),et c)*

5. Le catalogue ou la liste des titres disponibles.
6. Dans le cas d'une nouvelle maison d'édition, un exemplaire de chacun des ouvrages publiés.

DÉCLARATION DU DEMANDEUR *

Règl. 3, art. 4 Je m'engage à me conformer intégralement et en tout temps à la «*Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre et aux règlements*» adoptés en vertu de cette loi. Je certifie que je réponds aux conditions et qualités de la loi et des règlements s'y rapportant.

Règl. 3 art.10 Je m'engage à donner accès à mes livres et à tout autre document pertinent et à fournir tout renseignement relatif à l'application de la loi et de ses règlements.

Loi, art. 40b Les renseignements contenus dans le présent formulaire et les documents ci-annexés sont complets et véridiques.

Date : _____

Signature : _____

Nom du demandeur
(**en majuscules**) : _____

Titre : _____

Nom et adresse
du témoin : _____

Signature : _____

* Les signatures apposées sur les divers documents doivent être celles du propriétaire, d'un administrateur ou d'un dirigeant de l'entreprise.

LISTE DES ACTIONNAIRES*(Loi, art. 16.1 et Règl., art. 2, 4)*

| | Nom et adresse | Citoyenneté | | Nature du titre possédé | Pourcentage et valeur des titres |
|-----|----------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------|----------------------------------|
| | | canadienne | Autre | | |
| 1. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 2. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 3. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 4. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 5. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 6. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 7. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 8. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 9. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 10. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |

**LISTE DES PERSONNES QUI SONT PROPRIÉTAIRES
DES CRÉANCES MODIFIANT LE CONTRÔLE EFFECTIF
DE L'ENTREPRISE**

(Loi, art. 16.1 et Règl., art. 2, 4)

| | Nom et adresse | Citoyenneté | | Nature de la créance | Valeur de la créance |
|-----|----------------|--------------------------|--------------------------|----------------------|----------------------|
| | | canadienne | Autre | | |
| 1. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 2. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 3. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 4. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 5. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 6. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 7. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 8. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 9. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |
| 10. | _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| | _____ | | | _____ | _____ |

LISTE DES ADMINISTRATEURS

(Loi, art. 16.1 et Règl., art. 2, 4)

| | Nom et adresse | Citoyenneté | | Fonction |
|-----|----------------|--------------------------|--------------------------|-------------|
| | | canadienne | autre | |
| 1. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 2. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 3. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 4. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 5. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 6. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 7. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 8. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 9. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 10. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |

LISTE DES DIRIGEANTS

(Loi, art. 16.1 et Règl., art. 2, 4)

| | Nom et adresse | Citoyenneté | | Fonction |
|-----|----------------|--------------------------|--------------------------|-------------|
| | | canadienne | autre | |
| 1. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 2. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 3. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 4. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 5. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 6. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 7. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 8. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 9. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |
| 10. | <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> <hr/> |

ANNEXE 4

Mesdames,
Messieurs,

Nous attestons solennellement par les présentes, que les sommes dues aux auteurs des ouvrages publiés par notre maison ont été versées entièrement à ces derniers conformément aux délais et aux modalités mentionnées aux contrats qui nous lient avec eux.

En foi de quoi nous avons signé à : _____

Date : _____

Nom du demandeur : _____

Titre : _____

Nom du vérificateur-
comptable : _____

CONFIDENTIEL

**LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES
QUÉBÉCOISES DANS LE DOMAINE DU LIVRE**

(L.R.Q., D-8.1)

RAPPORT ANNUEL DU TITULAIRE D'UN AGRÉMENT D'ÉDITEUR

LOI

Maintien de l'agrément

Article 21 L'agrément délivré par le ministre demeure en vigueur tant que le titulaire se conforme à la présente loi et aux règlements.

CONFIDENTIALITÉ

La confidentialité des renseignements obtenus par le ministre dans l'application et l'exécution de la présente loi est garantie aux termes des articles 23 et 24 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1).

23. «Un organisme public ne peut communiquer le secret industriel d'un tiers ou un renseignement industriel, financier, commercial, scientifique, technique ou syndical de nature confidentielle fourni par un tiers et habituellement traité par un tiers de façon confidentielle, sans son consentement.»

24. «Un organisme public ne peut communiquer un renseignement fourni par un tiers lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à ce tiers, de procurer un avantage appréciable à une autre personne ou de nuire, de façon substantielle, à la compétitivité de ce tiers, sans son consentement.»

RÈGLEMENT N° 3 SUR L'AGRÈMENT DES ÉDITEURS AU QUÉBEC

**Règl. 3
art. 10**

En plus de se conformer en tout temps à la loi et au présent règlement, le titulaire d'un agrément doit, chaque année, au plus tard six mois après la fin de chaque exercice financier, sans avis ni demande à cette fin, préparer, attester et remettre au ministre, pour chaque établissement agréé, un rapport détaillé se rapportant aux activités du dernier exercice financier et contenant, correctement énoncés, les renseignements et détails suivants : (paragraphe 1 à 10).

Le présent rapport annuel concerne l'exercice financier terminé au :

(jour, mois, année)

**Règl. 3
art. 10,1**

Inscrire la dénomination sociale et l'adresse du siège social ou de la principale place d'affaires de la maison d'édition ;

NOM ET ADRESSE DU TITULAIRE
(dénomination sociale exacte et complète)

NOM _____

ADRESSE (du siège social ou du principal établissement)

CODE POSTAL : _____ N° DE TÉLÉPHONE : () _____

FAX : () _____ ADRESSE EMAIL : _____

NOM ET TITRE DE LA PERSONNE
À QUI LE MINISTÈRE DOIT
S'ADRESSER :

ADRESSE DE CETTE PERSONNE :
(si elle diffère du siège social ou du bureau
principal)

CODE POSTAL : _____

N° DE TÉLÉPHONE : () _____

Règl. 3
art. 10, 2

Inscrire les nom, adresse et citoyenneté du propriétaire ou des personnes qui sont propriétaires ou qui contrôlent la maison d'édition ainsi que la proportion de leurs droits de propriété ou de leur contrôle ;

| | Nom et adresse | Citoyenneté | | Proportion de leurs droits de propriété |
|----|-------------------|--------------------------|--------------------------|---|
| | | canadienne | autre | |
| 1. | <hr/> <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> |
| 2. | <hr/> <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> |
| 3. | <hr/> <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> |
| 4. | <hr/> <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> |
| 5. | <hr/> <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> |
| 6. | <hr/> <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> |

**Règl. 3
art. 10,3**

Inscrire les nom, adresse et citoyenneté des personnes visées dans le paragraphe 4 de l'article 2 ainsi que la nature et la valeur de leurs titres de propriété ou titres de créance dans la maison d'édition ;

| | Nom et adresse | Citoyenneté | | Nature des titres | Valeur des titres |
|----|-------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------|-------------------|
| | | canadienne | autre | | |
| 1. | _____ _____ _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| 2. | _____ _____ _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| 3. | _____ _____ _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| 4. | _____ _____ _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| 5. | _____ _____ _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |
| 6. | _____ _____ _____ | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | _____ | _____ |

DANS LE CAS D'UNE CORPORATION SANS FONDS SOCIAL (sans but lucratif)

**Règl. 3
art. 10,4**

Inscrire les nom, adresse et citoyenneté des personnes visées à l'article 16.4 de la loi ainsi que des administrateurs et dirigeants de la maison d'édition;

| | Nom et adresse Administrateurs et dirigeants | Citoyenneté | | Fonction |
|----|---|--------------------------|--------------------------|----------|
| | | canadienne | autre | |
| 1. | <hr/> <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> |
| 2. | <hr/> <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> |
| 3. | <hr/> <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> |
| 4. | <hr/> <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> |
| 5. | <hr/> <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> |
| 6. | <hr/> <hr/> <hr/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <hr/> |

**Règl. 3
art. 10,5**

Le nombre d'actions ou de parts et leur description, le capital versé et payé;

**Règl. 3
art. 10,6**

La liste des actionnaires ainsi que leur adresse;

| | Nom et adresse des actionnaires | Actions ou parts | | Capital versé et payé |
|----|------------------------------------|------------------|-------------|--------------------------|
| | | Nombre | Description | |
| 1. | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| 2. | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| 3. | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| 4. | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| 5. | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| 6. | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

**Règl. 3
art. 10,7**

Les états financiers de la maison d'édition ;

Produire les états financiers du dernier exercice de la maison d'édition et, s'il y a lieu, les états financiers consolidés ou, en vertu de l'article 11, un autre document officiel certifié conforme qui comporte au moins les informations requises par le présent règlement.¹

Indiquer ci-dessous la nature du document produit et le joindre en annexe :

- états financiers de la maison d'édition;
- états financiers consolidés;
- autre document officiel certifié conforme qui comporte au moins les informations requises par le présent règlement.

**Règl. 3
art. 2,8**

Indiquer le nom des maisons d'éditions que le titulaire distribue en exclusivité;

1. _____
2. _____
3. _____
4. _____
5. _____
6. _____
7. _____

¹ Si la maison d'édition a reçu, au cours de l'exercice financier, une ou des subventions totalisant 25 000 \$ et plus, elle est tenue de produire et de transmettre au Ministère, des **états financiers certifiés**.

**Règl. 3
art. 10,9**

Indiquer les titres publiés, réédités et réimprimés et le tirage par titre;

| Titres | Indiquer publication réédition ou réimpression | Tirage |
|-------------------|---|---------------|
| 1. _____ _____ | _____ | _____ |
| 2. _____ _____ | _____ | _____ |
| 3. _____ _____ | _____ | _____ |
| 4. _____ _____ | _____ | _____ |
| 5. _____ _____ | _____ | _____ |
| 6. _____ _____ | _____ | _____ |
| 7. _____ _____ | _____ | _____ |
| 8. _____ _____ | _____ | _____ |
| 9. _____ _____ | _____ | _____ |

**Règl. 3
art. 10,10**

Indiquer le total des droits dus et le total des droits versés aux auteurs depuis le dernier rapport sur tous les titres inscrits au catalogue de la maison d'édition;

Total des droits dus aux auteurs _____ \$

Total des droits versés aux auteurs _____ \$

Indiquer l'état des ventes _____ \$

**Règl. 3
art. 10,8**

| <u>Renseignements généraux pour fins de statistiques</u> | |
|---|----------|
| <u>VENTE</u> | |
| Marché québécois | _____ \$ |
| - manuels scolaires | _____ \$ |
| - autres | _____ \$ |
| Marché étranger | _____ \$ |
| <u>SUBVENTIONS</u> | |
| Gouvernement provincial : | |
| Aide à l'édition : | _____ \$ |
| Aide à la promotion : | _____ \$ |
| Autres : | _____ \$ |
| Gouvernement fédéral : | |
| Aide à l'édition : | _____ \$ |
| Aide à la promotion : | _____ \$ |
| Autres : | _____ \$ |

Règl. 3
art. 10

Ce rapport annuel doit être attesté par la signature du propriétaire ou de deux administrateurs de la maison d'édition.

Une modification importante au rapport annuel ou à l'une des exigences mentionnées à l'article 2 survenant au cours de l'exercice financier doit être notifiée sans délai au ministre.

DÉCLARATION DU TITULAIRE

Les renseignements contenus dans le présent formulaire et les documents ci-annexés sont complets et véridiques.

Je m'engage à me conformer intégralement et en tout temps à la «*Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre et ses règlements*» et, je certifie que je répons aux conditions et qualités de la loi et des règlements s'y rapportant.

Règl. 3
art. 10

NOM : _____
(en majuscules)

SIGNATURE : _____

FONCTION : _____

DATE : _____

NOM : _____
(en majuscules)

SIGNATURE : _____

FONCTION : _____

DATE : _____

NOM : _____
(en majuscules)

SIGNATURE : _____

FONCTION : _____

DATE : _____

Le titulaire fera parvenir son rapport annuel, sous pli recommandé, à l'adresse suivante :

**Ministère de la Culture et des Communications
225, Grande Allée Est, R.C., Bloc C,
Québec (Québec) G1R 5G5**

**À l'attention de : M. Michel Giroux
Responsable de l'application de la loi/
Secteur du livre**

**Téléphone : (418) 380-2304 poste 7079
Télécopieur : (418) 380-2324**